

YASCHA
MOUNK

Le peuple

CONTRE

la démocratie



« UN OUVRAGE
PASSIONNANT »

Le Figaro

« UNE ENQUÊTE
INCISIVE »

The New Yorker

Éditions de
L'Observatoire

Le Peuple
contre la démocratie

Dans la même collection

Marylin Maeso, *Les Conspirateurs du silence*, 2018.
Éric Fiat, *Ode à la fatigue*, 2018.

Du même auteur

Stranger in My Own Country, Farrar, Straus & Giroux Inc,
2014.
*The Age of Responsibility. Luck, Choice, and the Welfare
State*, Harvard University Press, 2017.

Yascha Mounk

Le Peuple contre la démocratie

Traduit de l'anglais (États-Unis)
par Jean-Marie Souzeau

Collection « La Relève »,
dirigée par Adèle Van Reeth

L  Éditions de
bservatoire

Titre original : *The People vs. Democracy.*
Why Our Freedom Is in Danger & How to Save It
Éditeur original : Harvard University Press,
Cambridge, Massachusetts-London, England, 2018
Copyright © 2018 by Yascha Mounk

ISBN : 979-10-329-0454-1
Dépôt légal : 2018, août
Pour la traduction française :
© Éditions de l'Observatoire/Humensis, 2018
170 bis, boulevard du Montparnasse, 75014 Paris

Introduction

Perdre nos illusions

Il y a les longues décennies pendant lesquelles l'histoire donne l'impression d'avancer comme un escargot. Des élections sont perdues ou gagnées, des lois abrogées ou adoptées, de nouvelles stars apparaissent et des légendes sont conduites au tombeau. Mais pour tout ce qui concerne les affaires ordinaires du temps qui va, les agencements fondamentaux de la culture, de la société et de la politique demeurent identiques à eux-mêmes.

Et puis il y a les brèves années au cours desquelles tout change en une seule fois. Des nouveaux venus font irruption sur la scène politique. Les électeurs portent aux nues des idées qui semblaient impensables la veille. Les tensions sociales qui couvaient depuis longtemps sous la surface surgissent sous forme d'explosions terrifiantes. Un système de gouvernement qui paraissait immuable donne l'impression de pouvoir soudain s'effondrer.

C'est ce genre de moment que nous sommes en train de vivre.

Hier encore, la démocratie libérale triomphait. Quoi qu'il en fût de ses imperfections, la plus grande partie des citoyens semblait profondément attachée à cette forme de gouvernement. L'économie croissait. Les partis radicaux

brillaient par leur insignifiance. Les politologues soutenaient que, dans des endroits tels que la France ou les États-Unis, la démocratie était gravée dans le marbre et que rien ou presque ne changerait dans le futur immédiat. Du point de vue politique, semblait-il, le futur ne serait guère différent du passé.

Puis le futur est arrivé – et s’est plutôt avéré très différent.

L’histoire de la désillusion des citoyens à l’égard de la politique est ancienne ; elle a désormais pris une forme inquiète, frustrée, méprisante même. Le système des partis avait l’air figé ; aujourd’hui, les populismes autoritaires ont le vent en poupe tout autour du monde, de l’Amérique à l’Europe, de l’Asie à l’Australie. Les électeurs ont toujours exprimé leur dégoût à l’égard de certains partis, hommes politiques ou gouvernements ; à présent, la plupart d’entre eux sont lassés de la démocratie libérale elle-même.

L’élection de Donald Trump à la Maison Blanche a été la manifestation la plus évidente de la crise qui frappe la démocratie. On ne saurait assez insister sur l’importance de son ascension. Pour la première fois de mémoire d’homme, la plus ancienne et puissante démocratie du monde a élu un président qui n’hésite pas à exprimer publiquement son dédain pour les principes constitutionnels les plus élémentaires – quelqu’un qui s’est refusé à déclarer qu’il accepterait le résultat des élections ; qui a appelé à l’emprisonnement de ses opposants politiques principaux ; et qui n’a cessé d’accorder sa préférence aux adversaires autoritaires du pays plutôt qu’à ses alliés démocrates¹. Même si

Trump devait un jour se retrouver mis à pied par le système des contre-pouvoirs, que le peuple américain ait exprimé la volonté d'élire un aspirant homme fort au plus haut poste du pays constitue un très mauvais signe.

De surcroît, l'élection de Trump n'est pas un incident isolé. En Russie et en Turquie, d'autres hommes forts ont réussi, portés par les urnes, à transformer des démocraties chancelantes en dictatures élues. En Pologne et en Hongrie, des dirigeants populistes ont recouru au même scénario pour anéantir la liberté des médias, saper le travail des institutions indépendantes et museler l'opposition.

De nombreux autres pays pourraient suivre très vite. En Autriche, un candidat d'extrême droite a failli remporter la présidence du pays. En France, le changement soudain de paysage politique a offert de nouvelles opportunités à l'extrême gauche aussi bien qu'à l'extrême droite. En Espagne et en Grèce, le système des partis traditionnels s'est désintégré à une vitesse sidérante. Même dans des démocraties considérées comme stables et tolérantes, telles que la Suède, l'Allemagne ou les Pays-Bas, les extrémistes peuvent se targuer de succès sans précédent.

Il est impossible de nier que nous traversons un moment populiste. La question, dès lors, est de déterminer si ce moment va se transformer en époque – et remettre en cause jusqu'à la survie de la démocratie libérale.

Après la chute de l'Union soviétique, la démocratie libérale est devenue la forme dominante de régime dans le monde. Elle semblait indéradicable en Amérique du Nord et en Europe occidentale, s'était très vite installée dans les anciens pays autocratiques d'Europe de l'Est et d'Amérique du Sud, et se diffusait à toute vitesse à travers l'Asie et l'Afrique.

Une des raisons du triomphe de la démocratie libérale est qu'il n'en existait pas d'alternative cohérente. Le communisme avait échoué. La théocratie islamique comptait peu de soutiens en dehors du Proche-Orient. Le singulier système chinois de capitalisme d'État à visage communiste n'avait aucune chance d'être copié dans des pays qui ne partageaient pas son histoire propre. Le futur, croyait-on, appartenait à la démocratie libérale.

L'idée du triomphe certain de la démocratie est aujourd'hui associée au travail de Francis Fukuyama. Dans un essai spectaculaire publié à la fin des années 1980, Fukuyama avait soutenu que l'arrêt de la guerre froide allait marquer le « point final de l'évolution idéologique de l'humanité et l'universalisation de la démocratie libérale occidentale comme forme finale de tout gouvernement humain ». Le triomphe de la démocratie, ainsi qu'il le soutint dans une phrase qui finirait par incarner l'optimisme volontariste de 1989, signalerait la « fin de l'histoire² ».

De nombreux critiques ont reproché à Fukuyama sa prétendue naïveté. Certains ont souligné que la diffusion de la démocratie libérale n'avait rien d'inévitable, craignant (ou espérant) que de nombreux pays résisteraient à

cet import occidental. D'autres ont insisté sur le fait qu'il était beaucoup trop tôt pour prévoir quelle sorte d'améliorations l'intelligence humaine pourrait parvenir à imaginer au cours des siècles à venir : peut-être, hasardaient-ils, que la démocratie libérale ne constitue que le prélude d'une forme de souveraineté plus juste et plus éclairée³.

Malgré ces critiques féroces, l'hypothèse centrale de Fukuyama s'est avérée très influente. La plupart de ceux qui avertirent que la démocratie libérale pourrait ne pas triompher partout étaient pourtant sûrs qu'elle demeurerait stable dans les sanctuaires démocratiques d'Amérique du Nord et d'Europe occidentale. De fait, la plupart des politologues, se considérant par ailleurs comme trop sophistiqués pour se lancer dans des prédictions aventurées à propos de la fin de l'histoire, aboutirent à des conclusions du même ordre. Certes, les démocraties ont échoué dans les pays pauvres, observèrent-ils. De surcroît, les autocrates sont régulièrement chassés du pouvoir même lorsqu'ils parviennent à assurer un niveau de vie confortable à leurs sujets. Mais, assurèrent-ils, lorsqu'un pays est à la fois riche et démocratique, il est toujours d'une remarquable stabilité. L'Argentine avait fait l'expérience d'un coup d'État militaire en 1975, alors que son produit intérieur brut était d'à peu près quatorze mille dollars par tête, selon le cours actuel⁴. Au-delà de ce seuil, aucune démocratie établie n'a jamais chuté⁵.

Fascinés par la stabilité sans précédent des démocraties prospères, les politologues ont commencé à définir l'histoire post-Seconde Guerre mondiale de nombreux pays comme celle d'un processus de « consolidation

démocratique⁶ ». Pour soutenir une démocratie durable, un pays se devait d'atteindre un certain niveau de richesse et d'éducation. Il avait aussi à mettre en place une société civile vivace et à garantir la neutralité d'institutions décisives, telle la justice. Les forces politiques dominantes étaient contraintes d'accepter que les électeurs, plutôt que la force des bras ou l'épaisseur des portefeuilles, déterminent seuls les résultats des élections. La plupart de ces critères se montrèrent difficiles à vérifier.

Construire une démocratie n'était pas une tâche simple. Mais le prix à gagner paraissait à la fois précieux et durable : si les critères essentiels de la démocratie étaient satisfaits, alors le système politique serait stable pour toujours. La consolidation démocratique, de ce point de vue, constituait une voie à sens unique. Une fois que la démocratie devenait le « seul jeu en ville⁷ », suivant la célèbre expression de Juan J. Linz et Alfred Stepan, elle était destinée à le rester.

La confiance des politologues à l'égard de ces présupposés était si grande que très peu d'entre eux considérèrent l'hypothèse selon laquelle la consolidation démocratique pourrait prendre la direction inverse. Mais les événements récents ont remis en cause cette autosatisfaction démocratique.

Il y a un quart de siècle, la plupart des citoyens des démocraties libérales se montraient très satisfaits de leurs gouvernements et manifestaient un haut degré d'approbation quant à leurs institutions ; aujourd'hui, ils sont plus déçus que jamais. Il y a un quart de siècle, la plupart

des citoyens étaient fiers de vivre dans des démocraties libérales et rejetaient avec vigueur toute alternative autoritaire à leur système de gouvernement ; aujourd'hui, beaucoup sont devenus hostiles à la démocratie. Et il y a un quart de siècle, les adversaires politiques se retrouvaient autour d'un respect partagé pour les règles et principes démocratiques de base ; aujourd'hui, les candidats qui violent les normes les plus élémentaires de la démocratie libérale ont remporté un pouvoir et une influence considérables⁸.

Contentons-nous de prendre deux exemples tirés de mes recherches personnelles. Plus des deux tiers des Américains considèrent qu'il est d'une importance capitale de vivre dans une démocratie ; parmi les *millennials*, moins d'un tiers. L'effondrement de l'attachement à l'égard de la démocratie a aussi rendu les Américains plus sensibles aux alternatives autoritaires. En 1995, par exemple, seule une personne sur seize pensait qu'un régime militaire constituait un bon système de gouvernement ; aujourd'hui, une sur six le pense⁹.

Dans de telles circonstances, si instables, il serait insensé de continuer à soutenir que la stabilité de la démocratie est destinée à se perpétuer. La première thèse fondamentale de l'ère d'après-guerre reposait dès l'origine sur des fondations branlantes.

Or, si la première thèse fondamentale sur laquelle repose notre imaginaire politique s'est avérée manquer de solidité, il y a tout lieu de réexaminer la seconde.

On a longtemps considéré que le libéralisme et la démocratie formaient un tout cohérent. Cela ne signifie

pas que nous nous contentions de prendre soin à la fois de la volonté populaire et de l'État de droit, du fait de laisser le peuple gouverner et de protéger les libertés individuelles. Cela signifie que chaque composante du système politique est nécessaire pour protéger l'autre.

De fait, il y a matière à craindre que la démocratie libérale ne puisse survivre si l'un de ses éléments est abandonné. Un système dans lequel le peuple a la possibilité de faire la pluie et le beau temps garantit que les riches et les puissants ne puissent s'asseoir sur les droits des plus faibles. De la même manière, un système dans lequel les droits des minorités sont protégés et la presse libre de critiquer le gouvernement implique que le peuple puisse changer de dirigeants par l'intermédiaire d'élections libres et équitables. Selon ce scénario, les libertés individuelles et la souveraineté populaire vont main dans la main, comme Dupont et Dupond, ou Twitter et Donald Trump.

Mais qu'un système qui fonctionne requière ces deux éléments pour se développer ne signifie pas qu'un système qui les possède effectivement soit nécessairement stable. Au contraire, la dépendance mutuelle du libéralisme et de la démocratie explique avec quelle rapidité le dysfonctionnement d'un des aspects de notre politique peut entraîner le dysfonctionnement de l'autre. De sorte que la démocratie sans liberté court toujours le danger de se métamorphoser en ce que les Pères fondateurs des États-Unis craignaient le plus : la tyrannie de la majorité. D'un autre côté, il n'est même pas besoin de démontrer qu'un régime de libertés sans démocratie n'est pas plus stable : une fois que le système politique s'est transformé

en terrain de jeu pour milliardaires et technocrates, la tentation d'exclure le peuple de décisions de plus en plus importantes n'arrêtera plus de croître.

Cette lente divergence du libéralisme et de la démocratie pourrait être ce qu'on observe aujourd'hui – et ses conséquences ont toutes les chances d'être aussi désastreuses que ce qu'on pourrait imaginer.

Sur le fond comme sur la forme, les populistes à succès des deux rives de l'Atlantique diffèrent.

Il est tentant, par exemple, de considérer Donald Trump comme un phénomène circonscrit aux États-Unis. De ses manières m'as-tu-vu à ses rodomontades relatives à sa fortune personnelle, il est l'incarnation du « ça » américain – la figure qu'un caricaturiste communiste ayant pour tâche de ridiculiser l'ennemi aurait dessinée sur l'ordre d'un ministre de la Propagande de l'époque soviétique. Et à de nombreux égards, bien entendu, Trump *est* l'Amérique. Il ne cesse d'insister sur son parcours d'homme d'affaires, en partie à cause de son adoration profonde pour les grands entrepreneurs de la culture américaine. De même, les cibles de son courroux sont déterminées par l'environnement états-unien. Sa crainte que les élites libérales soient en train de comploter afin de priver le peuple de ses armes à feu, par exemple, semblerait absurde en Europe.

Pourtant, la nature véritable de la menace que pose Trump ne peut être comprise en dehors d'un contexte plus vaste : celui du populisme d'extrême droite qui croît dans toutes les démocraties importantes, d'Athènes à Ankara, de Sydney à Stockholm, de Varsovie à Wellington.

Malgré les différences évidentes entre les personnalités qui s'illustrent dans ces différents pays, leurs points communs sont profonds – et font de chacune d'elles un danger étonnamment similaire pour le système politique.

Donald Trump aux États-Unis, Nigel Farage au Royaume-Uni, Frauke Petry en Allemagne ou Marine Le Pen en France prétendent tous que les solutions à apporter aux problèmes les plus urgents sont beaucoup plus simples que ce que les personnalités politiques bien établies voudraient nous faire croire, et que la grande masse des gens ordinaires savent d'instinct ce qu'il conviendrait de faire. Au fond, ils perçoivent la politique comme quelque chose d'élémentaire. Si la pure voix du peuple prévalait, les raisons du mécontentement populaire disparaîtraient aussitôt. Les États-Unis (ou le Royaume-Uni, ou l'Allemagne, ou la France) redeviendraient grands.

Cela pose une question évidente. Si les problèmes politiques de notre temps sont si faciles à régler, pourquoi persistent-ils ? Dès lors que les populistes refusent d'admettre que le monde réel puisse être complexe – que les solutions soient susceptibles d'échapper même à ceux qui sont animés des meilleures intentions –, il faut que quelqu'un soit à blâmer. Et de blâmer, ils ne se privent pas.

Leur première cible se situe en général à l'extérieur des frontières. De sorte qu'il est tout à fait logique que Trump reproche les problèmes économiques des États-Unis à la Chine. De même qu'il n'est pas surprenant qu'il attise les peurs de ses concitoyens, soutenant que l'Amérique

serait envahie de violeurs (mexicains) et de terroristes (musulmans¹⁰).

Les populistes européens, quant à eux, voient leurs ennemis autre part, et expriment leur bile de façon plus circonspecte. Mais leur rhétorique repose sur les mêmes arguments. Comme Trump, Le Pen et Farage considèrent que ce doit être la faute des étrangers – des pique-assiettes arabes ou des plombiers polonais – si le niveau de vie stagne et l'identité nationale est menacée. À son instar, ils reprochent aux élites politiques – des bureaucrates de Bruxelles aux médias aux ordres – leur échec à remplir les promesses démesurées qu'elles avaient formulées. Les hommes de la capitale, prétendent les populistes de toutes obédiences, ne se soucient que d'eux-mêmes, ou bien complotent avec les ennemis de la nation. Les élites établies, disent-ils, nourrissent un fétichisme pervers pour la diversité. Ou alors ils possèdent des racines chez les ennemis du pays. Ou encore – l'explication la plus simple de toutes – ils sont eux-mêmes des étrangers, des musulmans, ou les deux.

Cette vision du monde nourrit deux désirs politiques, que la plupart des populistes sont assez malins pour embrasser d'un seul geste. Tout d'abord, ils soutiennent que tout dirigeant honnête – qui partagerait les opinions pures du peuple et serait désireux de combattre en son nom – devrait remporter les plus hauts postes. Ensuite, une fois que ce chef honnête serait en place, il devrait abolir les blocages institutionnels qui l'empêcheraient de mettre en œuvre la volonté populaire.

Les démocraties libérales sont pleines de systèmes de contrepoids conçus pour empêcher tout parti d'accumuler trop de pouvoir, et pour concilier les intérêts des différents groupes. Mais dans l'imaginaire des populistes, la volonté du peuple n'a pas besoin d'être médiatisée ; tout compromis avec les minorités constitue une forme de corruption. De ce point de vue, les populistes sont de profonds démocrates : ils défendent avec beaucoup plus de ferveur que les politiciens traditionnels la nécessité que le *demos* soit au pouvoir. Mais ils sont tout aussi profondément antilibéraux : au contraire des figures traditionnelles, ils soutiennent publiquement que ni les institutions indépendantes ni les libertés individuelles ne doivent se trouver sur le chemin de la voix du peuple.

La crainte que des agitateurs populistes sapent les institutions libérales au cas où ils parviendraient à s'emparer du pouvoir peut sembler alarmiste. Mais elle repose sur de nombreux précédents. Après tout, des populistes antilibéraux ont déjà été nommés aux plus hautes fonctions dans des pays comme la Pologne ou la Turquie. Dans tous ces endroits, ils ont emprunté des voies d'une ressemblance criante afin de consolider leur position : ils ont stimulé le mécontentement à l'égard des prétendus ennemis présents chez eux aussi bien qu'à l'étranger ; ils ont rempli les tribunaux et les commissions électorales de leurs valets ; et ils ont pris le contrôle des médias¹¹.

En Hongrie, par exemple, la démocratie libérale était un transplant bien plus récent – et bien plus fragile – que, disons, en Allemagne ou en Suède. Et cependant, tout au long des années 1990, les politologues se gargarisaient

de son futur. À en croire leurs théories, la Hongrie possédait tous les attributs requis pour permettre une transition démocratique : elle avait fait l'expérience de la démocratie dans le passé ; son héritage totalitaire était bien plus léger que celui de nombreux autres pays d'Europe de l'Est ; les anciennes élites communistes avaient donné leur approbation au nouveau régime à la suite d'accords négociés ; et le pays disposait de frontières avec plusieurs démocraties stables. La Hongrie, dans le langage des sciences sociales, était un « cas favorable » : si la démocratie ne parvenait pas à s'y installer, il serait difficile qu'elle y parvienne dans les autres pays post-communistes¹².

Cette prédiction a semblé plus ou moins crédible tout au long des années 1990. L'économie hongroise a crû. Le gouvernement changea de mains de façon pacifique. La société civile put compter sur plusieurs médias critiques, des ONG robustes et une des meilleures universités d'Europe centrale. La démocratie hongroise paraissait en voie de consolidation¹³.

C'est alors que les ennuis commencèrent. De nombreux Hongrois eurent l'impression qu'ils recevaient une part trop mince de la croissance économique du pays. Ils considérèrent leur identité menacée face à la perspective (et non la réalité) d'une immigration de masse. Lorsqu'un vaste scandale de corruption impliqua le parti de centre gauche au pouvoir, leur mécontentement se transforma en dégoût pour le gouvernement. Lors des élections parlementaires de 2010, les électeurs hongrois

offrirent à Fidesz, le parti de Viktor Orban, une majorité tonitruante¹⁴.

Une fois installé, Orban entreprit la solidification immédiate de sa position. Il nomma des partisans fidèles à la direction des stations de télévision publiques, à la tête de la commission électorale, et parmi les juges de la Cour constitutionnelle nationale. Il bouleversa le système de vote de telle sorte qu'il en devint le premier bénéficiaire, poussa les compagnies étrangères à investir leur argent auprès de ses proches, institua des règles très strictes concernant les ONG, et tenta de fermer la Central European University¹⁵.

Il n'y eut aucun Rubicon, aucun petit pas marquant le moment où les anciennes normes politiques furent détruites pour de bon. De surcroît, chacune des mesures prises par Orban pouvait être défendue à tel ou tel titre. Mais, une fois considérées ensemble, la conclusion devint progressivement inéluctable : la Hongrie n'est plus une démocratie libérale.

Mais alors, qu'est-elle ?

Au fil des ans, Orban a répondu à cette question avec une clarté croissante. Au départ, il se présenta comme un démocrate honnête, attaché à des valeurs conservatrices. À présent, il formule son opposition à la démocratie libérale sans se cacher. La démocratie, soutient-il, doit être hiérarchique davantage que libérale. Sous sa férule, la Hongrie doit devenir un « nouvel État antilibéral reposant sur des fondements nationaux¹⁶ ».

Il s'agit d'une bien meilleure description de son entreprise que celles que la plupart des observateurs étrangers

ont été capables de proposer. Ces derniers se sont contentés de décrire celle-ci comme non démocratique. Pourtant, s'ils ont raison de s'inquiéter de ce que les réformes antilibérales d'Orban puissent aboutir à ce qu'il ne tienne plus compte de la volonté du peuple, c'est une erreur de penser que toutes les démocraties sont libérales par nature, ou qu'elles présentent des institutions politiques similaires aux nôtres.

La démocratie hiérarchique permet aux dirigeants élus par le suffrage populaire de mettre en œuvre la volonté populaire de la manière dont ils l'interprètent, sans se préoccuper des droits et intérêts de minorités agissantes. La prétention d'un tel régime à se présenter comme démocratique n'a même pas besoin de relever de la manipulation. Lorsqu'un tel système émerge, la volonté populaire reçoit la souveraineté (au moins au début). Ce qui le distingue des formes de démocraties libérales auxquelles nous sommes habitués n'est pas le manque de démocratie ; c'est le manque de respect à l'égard des institutions indépendantes et des libertés individuelles.

L'émergence des démocraties antilibérales, ou des démocraties sans liberté, n'est qu'une seule face de la politique des premières décennies du *xxi*^e siècle. Car même si le scepticisme des citoyens ordinaires à l'égard des pratiques et institutions libérales a crû, les élites politiques ont tenté de se protéger de leur colère. Le monde est compliqué, insistent-ils – et nous travaillons dur afin de trouver les réponses adéquates. Si le peuple continue à demeurer si rétif à l'encontre des sages opinions proférées

par les élites, il faut donc qu'il soit éduqué, ignoré ou soumis de force.

Cette attitude n'a jamais été manifestée de façon aussi criante que dans les premières heures du 13 juillet 2015. La grande récession née de la crise de 2008 avait légué à la Grèce une masse considérable de dettes. Les économistes savaient que le pays ne serait jamais en mesure de rembourser tout ce qu'il devait ; la plupart d'entre eux s'accordaient même à considérer qu'une politique d'austérité n'aboutirait à rien d'autre qu'à infliger de nouveaux dommages à une économie ruinée¹⁷. Mais si l'Union européenne autorisait la Grèce à faire défaut, les investisseurs risquaient de craindre que des pays bien plus importants, comme l'Espagne ou l'Italie, puissent faire de même. C'est pourquoi les technocrates de Bruxelles décidèrent que, pour que le reste du système monétaire européen survive, la Grèce souffrirait.

Faute de disposer d'une quelconque marge de manœuvre, une série de gouvernements grecs se plièrent au pari de Bruxelles. Mais l'effondrement ininterrompu, année après année, de l'économie et un taux de chômage atteignant plus de 50 % entraînaient les électeurs désespérés à placer leur confiance en Alexis Tsipras, le jeune chef d'un parti populiste promettant d'en finir avec l'austérité¹⁸.

Lorsque Tsipras arriva au pouvoir, il décida de renégocier la dette du pays avec ses principaux créanciers, représentés par la Commission européenne, la Banque centrale européenne et le Fonds monétaire international. Mais il apparut très vite que la soi-disant « troïka » n'avait aucune envie de changer son fusil d'épaule. La

Grèce devait poursuivre sa politique d'austérité – ou se déclarer en faillite et quitter la zone euro. À l'été 2015, confronté à des conditions de renflouement drastiques, Tsipras n'avait le choix qu'entre deux voies : capituler devant les exigences des technocrates, ou conduire la Grèce au chaos économique¹⁹.

Confronté à ce choix capital, Tsipras fit ce qui semblait naturel dans un système reposant sur la souveraineté du peuple : il organisa un référendum populaire. Le contrecoup fut immédiat, et il fut violent. Les dirigeants politiques de l'Europe entière décrétèrent le référendum irresponsable. La chancelière allemande Angela Merkel souligna que la troïka avait fait une offre « extraordinairement généreuse ». Les médias descendirent en flammes la décision de Tsipras²⁰.

Les Grecs se rendirent aux urnes le 5 juillet 2015, dans un climat de nervosité extrême. Le résultat fut une dure leçon adressée aux élites technocratiques du continent. Malgré les avertissements relatifs à la catastrophe qui ne pouvaient manquer de survenir, les électeurs n'exprimèrent aucun désir de s'asseoir sur leur fierté. Ils rejetèrent l'accord²¹.

Rasséréné par cette limpide expression de la volonté populaire, Tsipras retourna à la table des négociations. Il semblait supposer que la troïka ferait la moitié du chemin en direction de la Grèce. Au lieu de ça, l'accord originel fut écarté de la table – et une nouvelle offre fut proposée, imposant des conditions encore plus strictes²².

Tandis que la Grèce titubait au bord de l'abîme de la banqueroute, les élites politiques européennes se

rassemblèrent à Bruxelles pour un marathon de négociations secrètes. Lorsque Tsipras finit par se présenter devant les caméras au début de la matinée du 13 juillet, les yeux rougis et le visage figé, il apparut en toute clarté que la nuit avait abouti à la capitulation. Un peu plus d'une semaine après avoir laissé son peuple rejeter un accord de renflouement indésirable, Tsipras avait signé un autre accord qui, à tous points de vue, était pire²³. La technocratie avait gagné.

La politique de l'eurozone offre un exemple extrême d'un système politique dans lequel les citoyens ont la sensation d'avoir de moins en moins à dire à propos de ce qui se passe dans leur vie²⁴. Mais il s'agit d'un sentiment qui est loin d'être atypique. Ignorée par la plupart des politologues, une forme de libéralisme antidémocratique s'est installée en Amérique du Nord et en Europe de l'Ouest. Dans cette forme de gouvernement, les chicanes procédurales sont suivies avec soin (la plupart du temps), et les droits individuels respectés (le plus souvent). Mais les électeurs en ont néanmoins conclu depuis longtemps que leur influence sur les politiques publiques était mince.

Ils n'ont pas tout à fait tort.

L'ascension des populistes en Hongrie et le règne des technocrates en Grèce semblent constituer deux pôles diamétralement opposés. Dans un cas, la volonté du peuple a abouti à l'éviction des institutions indépendantes supposées protéger l'État de droit et les droits des minorités. Dans l'autre cas, ce sont la force des marchés et les convictions des technocrates qui ont entraîné la mise au placard de la souveraineté populaire.

Mais la Hongrie et la Grèce sont en vérité les deux faces d'une même pièce. Dans la plupart des démocraties du globe, deux développements en apparence distincts se sont produits. D'un côté, les préférences du peuple sont devenues de plus en plus antilibérales : les électeurs sont de moins en moins patients à l'égard des institutions indépendantes et de moins en moins désireux de tolérer les droits des minorités ethniques ou religieuses. De l'autre, les élites se sont emparées du système politique et l'ont rendu de plus en plus sourd : les puissants sont de moins en moins nombreux et de moins en moins décidés à céder aux vues du peuple. C'est ainsi que le libéralisme et la démocratie, les deux éléments cruciaux de nos systèmes politiques, sont désormais entrés en conflit.

Les spécialistes ont toujours su qu'il pouvait arriver que le libéralisme et la démocratie fonctionnent l'un sans l'autre. Dans la Russie du XVIII^e siècle, un monarque absolu régnait d'une façon relativement libérale, respectant les droits (ou certains d'entre eux) de ses sujets et autorisant la liberté (très partielle) d'expression²⁵. En revanche, dans la Grèce antique, l'assemblée du peuple dirigeait d'une manière ouvertement antilibérale, exilant les politiciens impopulaires, exécutant les penseurs critiques et censurant à peu près tout, des discours politiques aux partitions de musique²⁶.

Cela n'a pas empêché la plupart des politologues de continuer à considérer que le libéralisme et la démocratie étaient complémentaires. Une fois qu'ils finirent par reconnaître que les libertés individuelles et la volonté populaire pouvaient ne pas toujours progresser

dans la même direction, ils s'accrochèrent pourtant à la croyance du contraire. Suivant leur scénario, là où le libéralisme et la démocratie se rencontrent, ils ne peuvent que former un amalgame particulièrement stable, sain et cohérent.

Mais à présent que les convictions des citoyens privilégient l'antilibéralisme et les préférences des élites l'anti-démocratie, le libéralisme et la démocratie en sont venus aux mains. La démocratie libérale, ce mélange unique de liberté individuelle et de souveraineté populaire, qui a longtemps caractérisé la plupart des gouvernements d'Amérique du Nord et d'Europe occidentale, craque aux entournures. À sa place, ce à quoi nous assistons est la naissance de *démocraties antilibérales*, ou démocraties sans liberté, et d'un *libéralisme antidémocratique*, ou libertés sans démocratie.

*

Il était une fois un poulet bienheureux. Chaque jour, le fermier venait le nourrir. Chaque jour, le poulet devenait un peu plus gras et un peu plus content. Les autres animaux de la ferme tentèrent de prévenir le poulet. « Tu vas mourir, dirent-ils. Le fermier ne cherche qu'à t'engraisser. » Le poulet n'écouta pas. Durant toute sa vie, le fermier lui avait donné à manger en murmurant de gentils mots d'encouragement. Pourquoi les choses seraient-elles soudain différentes ?

Mais, bien entendu, un jour la situation changea. « L'homme qui avait nourri le poulet chaque jour de son

existence, écrit Bertrand Russell dans le style ironique qui le caractérisait, lui tordit le cou à la place²⁷. » Tant que le poulet était resté jeune et mince, le fermier avait patienté pour qu'il grossît ; une fois devenu assez gras pour le marché, il fut temps de le tuer.

Par cette petite fable, Russell souhaitait attirer notre attention sur le danger des prédictions paresseuses : si nous ne comprenons pas ce qui a conduit aux événements du passé, nous enseignent l'histoire du poulet confiant, alors nous sommes incapables d'imaginer qu'ils puissent se reproduire dans le futur. De même que le poulet échoua à imaginer que son monde un jour s'effondre, nous aussi risquons de ne pouvoir anticiper les changements qui nous attendent.

Si nous voulons hasarder une conjecture à propos du futur de la démocratie, nous devons nous poser la « question du poulet ». La stabilité passée de la démocratie n'était-elle que le résultat de conditions qui ne sont désormais plus réunies ?

La réponse pourrait très bien être oui.

Depuis ses origines, la démocratie a reposé sur trois facteurs cruciaux, qui ne se vérifient plus aujourd'hui. Tout d'abord, pendant la période de stabilité de la démocratie, la plupart des citoyens bénéficièrent d'une augmentation rapide de leur niveau de vie. De 1935 à 1960, par exemple, les revenus du foyer américain moyen doublèrent. De 1960 à 1995, ils doublèrent à nouveau. Depuis, ils plafonnent²⁸.

Cela a conduit à des bouleversements radicaux dans la politique américaine : les citoyens n'ont jamais beaucoup

aimé les politiciens – pourtant, ils sont toujours restés à peu près confiants dans le fait que leurs élus accompliraient leur part du travail, et que la vie continuerait à devenir plus agréable en conséquence. Aujourd’hui, cette confiance et cet optimisme se sont évanouis. À partir du moment où les citoyens sont devenus inquiets de l’avenir, ils ont commencé à percevoir la politique comme un jeu à somme nulle – un jeu dans lequel chaque gain des migrants ou des minorités ethniques signifiait une perte pour eux²⁹.

Cela rend plus sensible la seconde différence, entre la relative stabilité du passé et le caractère de plus en plus chaotique du présent. Durant toute l’histoire de la stabilité démocratique, un seul groupe racial ou ethnique dominait. Aux États-Unis et au Canada, il y a toujours eu une hiérarchie raciale claire, permettant aux Blancs de jouir d’innombrables privilèges. En Europe occidentale, cette domination était encore plus appuyée. Reposant sur une base monoethnique, des pays tels que l’Allemagne ou la Suède refusèrent de reconnaître les immigrés comme des membres à part entière de la nation. Or, le plus souvent, nous préférons détourner le regard plutôt que d’affirmer que le fonctionnement de la démocratie ait pu reposer sur une telle homogénéité.

Des décennies de migration de masse et d’activisme social ont transformé en profondeur les sociétés. En Amérique du Nord, les minorités raciales possèdent enfin une voix. En Europe de l’Ouest, les descendants d’immigrés ont réclamé de manière insistante qu’un individu à la peau noire ou brune puisse être considéré comme un

véritable Allemand ou Suédois. Mais si une partie de la population a accepté, et même salué, ce changement, une autre en a éprouvé un sentiment de menace et de colère. Par conséquent, une vaste rébellion à l'encontre du pluralisme ethnique et culturel s'est mise à gronder dans tout l'hémisphère nord³⁰.

Un dernier bouleversement a traversé le monde entier en à peine quelques décennies. Jusqu'à récemment, les communications de masse étaient le domaine réservé des élites politiques et financières. Les coûts liés à l'impression d'un journal, à la gestion d'une station de radio ou à la supervision d'un réseau de télévision étaient inaccessibles à la plupart des citoyens. Cela a longtemps permis aux politiciens installés de marginaliser les points de vue radicaux. Toutes proportions gardées, la politique était un domaine consensuel.

Au cours du dernier quart de siècle, en revanche, l'émergence d'Internet, et en particulier des réseaux sociaux, a très vite redistribué les rapports de force entre professionnels et non-professionnels de la politique. Aujourd'hui, n'importe quel citoyen a la possibilité de partager à toute vitesse des informations virales avec des millions d'autres. Le coût de l'organisation politique a chuté. Et au fur et à mesure que l'écart technologique séparant le centre de la périphérie s'est comblé, les fauteurs d'instabilité ont vu croître leur avantage sur les forces de l'ordre³¹.

Nous commençons à peine à comprendre ce qui a causé la crise existentielle de la démocratie libérale, sans parler des moyens de la combattre. Mais si nous prenons enfin au sérieux les facteurs déterminants de l'âge

populiste, nous nous devons d'admettre qu'il convient d'agir sur trois fronts au moins.

Tout d'abord, il faut que nous réformions notre politique économique, aussi bien nationale qu'internationale, afin de lutter contre les inégalités et de répondre à la promesse de l'élévation du niveau de vie. Une distribution plus équitable de la croissance économique, de ce point de vue, n'est pas qu'une question de justice distributive ; elle est une question de stabilité politique.

Certains économistes ont soutenu qu'il était impossible de tenir compte de la démocratie, de la mondialisation et de l'État-nation en même temps. Des philosophes ont défendu l'abandon de l'État-nation, rêvant à une gestion avant tout internationale des solutions aux problèmes économiques que nous connaissons. Mais une telle approche est erronée. Afin de préserver la démocratie sans abandonner les possibilités d'émancipation liées à la mondialisation, nous devons imaginer un moyen pour l'État-nation de reprendre le contrôle de son destin³².

Ensuite, il nous faut repenser ce que l'appartenance et la participation signifient dans un État-nation moderne. Les promesses de la démocratie multiethnique, dans laquelle les individus sont considérés comme égaux quelle que soit leur origine ou leur couleur, ne sont pas négociables. Aussi difficile soit-il pour les pays ayant une conception monoethnique d'eux-mêmes d'accueillir des nouveaux venus ou des minorités, une telle évolution constitue la seule alternative réaliste à la tyrannie et à la guerre civile.

Mais la noble expérience de la démocratie multiethnique ne peut réussir que si tous ses membres

parviennent à mettre l'accent sur ce qui les unit davantage que ce qui les sépare. Ces dernières années, une impatience moralisatrice face à la réalité toujours vivace de l'injustice raciale a poussé certains à dénoncer ce qu'ils percevaient comme l'hypocrisie des principes de la démocratie libérale, voire à prétendre faire des droits collectifs le ciment de la société. C'est une erreur à la fois morale et stratégique : la seule société qui soit capable de traiter la totalité de ses membres avec respect est celle dans laquelle chaque citoyen bénéficie de droits du seul fait d'être un citoyen, et non de son appartenance à tel ou tel groupe particulier³³.

Enfin, nous avons besoin d'apprendre à résister aux effets dévastateurs d'Internet et des réseaux sociaux. La multiplication des discours de haine et des *fake news* ont conduit certains à demander que les compagnies de médias sociaux – ou les gouvernements – agissent comme censeurs. Il y a de nombreuses mesures de sens commun que Facebook ou Twitter pourraient adopter afin de rendre l'exploitation de leur plateforme par les groupes nuisibles plus compliquée. Mais si les gouvernements et les P-D.G. commencent à décider de qui peut dire quoi sur le Web, la liberté d'expression passerait vite à la trappe. Pour garantir l'innocuité de l'ère numérique à l'égard de la démocratie, il nous faut donc apprendre à mettre en forme le type de messages qui sont véhiculés par les réseaux sociaux, mais aussi la manière dont ils pourraient être reçus.

À l'époque où nous considérons que la démocratie était une expérience risquée et fragile, nous avons

investi d'immenses ressources pédagogiques et intellectuelles dans la promotion de notre système politique. Les écoles et les universités savaient que leur tâche la plus importante était d'éduquer les citoyens. Les écrivains et les chercheurs acceptaient d'avoir un rôle crucial à jouer dans l'explication et la défense des vertus de la démocratie libérale. Avec le temps, ce sentiment s'est dissipé. Aujourd'hui, alors que la démocratie libérale se trouve confrontée à un danger mortel, il est grand temps de le ressusciter³⁴.

*

Il y a les époques ordinaires, au cours desquelles les décisions politiques affectent les vies de millions d'individus, mais où les éléments constitutifs de la vie collective du pays ne sont pas remis en cause. Malgré les désaccords, parfois profonds, les partisans de chaque côté de l'échiquier politique se plient aux règles du jeu. Ils acceptent de régler leurs différends par le biais d'élections libres et équitables, défendent les principes fondamentaux du système politique et concèdent que le verdict des urnes rend légitime le fait que leur adversaire puisse à son tour diriger le pays. En conséquence, ceux qui vivent à une telle époque admettent que toute victoire est provisoire et que le perdant d'une bataille politique a le droit de continuer à tenter de gagner la guerre. Dès lors qu'ils peuvent aspirer à transformer demain ce qui n'a pas été obtenu aujourd'hui, ils peuvent considérer chaque échec

comme une raison supplémentaire de redoubler d'efforts dans leur tâche de persuasion pacifique.

Et puis il y a les époques extraordinaires, durant lesquelles la carte élémentaire de la politique et de la société est redessinée. Lors de telles périodes, les désaccords entre partisans se font si virulents que ceux-ci finissent par refuser de s'accorder sur les règles du jeu. Pour prendre l'avantage, les politiciens deviennent capables de saborder le régime des élections, de flouter les règles de base du système politique et de diffamer leurs adversaires.

Cela explique que ceux qui vivent des époques extraordinaires en arrivent à considérer les enjeux de la politique comme vitaux. Dans un système dont les règles sont contestées en profondeur, ils possèdent de bonnes raisons de croire que la victoire dans les urnes peut ouvrir les portes de l'éternité ; qu'une défaite dans une bataille politique est susceptible de leur ôter toute capacité à se battre ; et que le progrès qui n'a pas été obtenu aujourd'hui peut entraîner le pays sur la voie de l'injustice au long cours.

La plupart d'entre nous avons passé l'essentiel de notre existence dans une époque ordinaire.

En Allemagne – où j'ai grandi –, à la fin des années 1990, par exemple, les politiciens discutaient d'importants problèmes. Fallait-il que les prestations de la Sécurité sociale soient conditionnées au bon comportement³⁵ ? Les immigrés et leurs enfants pouvaient-ils recevoir la nationalité allemande sans renoncer à leurs autres passeports ?

L'État devait-il reconnaître les couples homosexuels sous la forme d'unions civiles ?

Les réponses qui étaient données à ces différentes questions allaient, j'en étais persuadé, modeler en profondeur le pays dans les années ultérieures. Le futur était indéterminé. D'un côté, il y avait la perspective d'un pays ouvert, généreux et accueillant. De l'autre, une vision fermée, pingre et pétrifiée. En tant que membre de l'organisation des jeunes d'un grand parti politique, je passais le plus clair de mon temps à me battre pour ce que je considérais être juste.

À cette époque, je connaissais mal les États-Unis. De sorte que je n'ai pas compris que des questions encore plus vastes y étaient traitées. Les millions de citoyens dépourvus d'assurance maladie devaient-ils avoir accès à des soins de santé dignes ? Des soldats pouvaient-ils être éjectés de l'armée à cause de l'affirmation publique de leur sexualité ? Et des aspects décisifs de l'État providence devaient-ils être abolis ?

Là aussi, les réponses à ces questions risquaient d'entraîner des conséquences décisives pour le pays. Elles pouvaient conduire à améliorer ou empirer, à rendre plus authentiques ou plus cachées, plus prospères ou plus précaires, les existences de millions d'individus. Savoir quelles voies choisirait le pays comptait – profondément. Et pourtant, avec le recul, je dois reconnaître qu'il ne s'agissait là que de politique au sens le plus ordinaire.

Aujourd'hui, en revanche, il devient chaque jour de plus en plus clair que nous vivons une époque extraordinaire :

une époque où chacune des décisions que nous prenons déterminera si le plus terrifiant des chaos continuera à se répandre, et si notre système politique pourra survivre, lui qui a fait davantage pour la paix et la prospérité que n'importe quel autre dans l'histoire de l'humanité.

Les circonstances dans lesquelles nous sommes embarqués sont si récentes et si terrifiantes que personne n'a jusqu'à présent réussi à leur donner une signification. Des pièces éparses du puzzle sont commentées tous les jours dans les journaux, à la télévision, parfois même à l'université. Mais plus nous nous concentrons sur ces pièces isolées, moins nous pouvons discerner le paysage complet.

Dans ce livre, je tente de proposer une interprétation générale de notre âge politique qui repose sur quatre propositions distinctes : je démontre que la démocratie libérale est en train de se décomposer en ses différents éléments, donnant ainsi naissance à une démocratie anti-libérale d'un côté et à un libéralisme antidémocratique de l'autre. Je soutiens que le désenchantement profond à l'encontre de notre système politique constitue une menace vitale pour la survie même de la démocratie libérale. J'explique les racines de cette crise. Et je montre ce que nous devons faire pour sauver ce qui vaut vraiment la peine de notre ordre social et politique menacé.

Nous avons la chance immense de vivre à l'époque la plus pacifique et la plus prospère de l'histoire de l'humanité. Bien que les événements des dernières années puissent paraître confus et même sidérants, nous conservons le pouvoir de mettre en place un futur meilleur.

Cependant, au contraire d'il y a quinze ou vingt ans, nous ne pouvons plus prendre ce futur pour acquis.

En ce moment, les ennemis de la démocratie libérale semblent plus décidés à réformer notre monde que ses défenseurs. Si nous voulons préserver à la fois la paix et la prospérité, la souveraineté populaire et les libertés individuelles, il nous faut reconnaître que cette époque n'a rien d'ordinaire – et accepter qu'il faudra accomplir des efforts extraordinaires pour défendre nos valeurs.

PREMIÈRE PARTIE

LA CRISE
DE LA DÉMOCRATIE LIBÉRALE

En 1830, le roi de France envoya un jeune ingénieur au Royaume-Uni afin qu'il y étudie une invention sensationnelle : une locomotive à vapeur avait été inaugurée, qui transportait des passagers de Manchester à Liverpool. Une fois arrivé, l'ingénieur « s'installa le long des voies, prenant d'abondantes notes tandis que la solide petite machine faisait aller et venir le tout premier train entre les deux villes. Après avoir consciencieusement calculé ce qu'il avait observé, il envoya son rapport à Paris : "C'est impossible, écrivit-il, ça ne peut pas fonctionner¹." »

Il est facile de se moquer de l'ingénieur. Il était si esclave de la doctrine scientifique qu'il refusait l'évidence de ce qui passait sous ses yeux à cinquante kilomètres à l'heure. Mais je dois avouer que j'ai une faiblesse pour lui. Je pense en effet que ce ne sont pas les calculs mathématiques figurant dans son carnet de notes qui le conduisirent à son absurde conclusion, mais son refus humain, trop humain, d'accepter que sa compréhension du monde puisse être erronée. C'est ainsi qu'il n'est guère surprenant qu'à une époque où, comme ces derniers mois, chaque séisme politique est aussitôt suivi d'un autre, des individus qui, jusqu'alors, avaient agi de façon parfaitement rationnelle et pragmatique finissent par ressembler au jeune ingénieur français.

Les commentateurs et les experts en matière de politique nous avaient assuré que les Anglais ne voteraient jamais pour le Brexit. Ils l'ont fait. Les commentateurs et les experts nous avaient assuré que Donald Trump ne pourrait jamais être élu. Il l'a été. Les commentateurs et les experts nous avaient assuré que la démocratie ne serait jamais en danger de déconsolidation. Elle l'est.

Nous vivons une époque d'incertitude radicale. L'éventail des possibilités est plus large aujourd'hui qu'il ne l'était il y a quelques années. Pourtant, la seule présupposition dont nous pouvons être certains qu'elle nous a induits en erreur – que les choses demeureraient pour toujours telles qu'elles l'avaient été – reste encore à présent la plus populaire. « C'est impossible, lit-on article après article. Cela ne peut pas être vrai. »

Si nous voulons éviter que le futur nous surprenne comme le passé récent, il est grand temps de reconsidérer nos présupposés fondamentaux. Se pourrait-il que les démocraties soient moins stables que ce que nous croyions ? Et la montée du populisme pourrait-elle entraîner la décomposition de notre système politique ?

Afin de réfléchir de façon claire aux dangers auxquels la démocratie libérale est confrontée, il nous faut comprendre la signification véritable de ses éléments constitutifs. Cette tâche est rendue ardue pour deux raisons.

D'une part, le mot « libéralisme » renferme différentes significations, suivant que l'on désigne la vie publique quotidienne ou la nature des institutions politiques. La plupart du temps, en particulier aux États-Unis, « libéral » est utilisé pour qualifier les opinions politiques

d'un individu : il y a des libéraux et des conservateurs de la même manière qu'il y a des gens de gauche et de droite, ou des démocrates et des républicains. Ce n'est *pas* ce que je veux dire lorsque je parle de démocratie libérale ou que j'utilise le mot « libéral ». Dans ce livre, un libéral est quelqu'un qui se voue à la défense de valeurs de base telles que la liberté d'expression, la séparation des pouvoirs ou la protection des droits individuels. Dans ce sens du mot, George W. Bush est tout autant un libéral que Barack Obama, ou Ronald Reagan que Bill Clinton.

D'autre part, l'aura de prestige qui entoure la démocratie est tel que nous avons pris la mauvaise habitude d'en étendre la définition à toutes sortes de choses que nous apprécions. Par conséquent, à peu près toutes les définitions existantes de la démocratie ne se soucient pas de faire la part des choses entre trois inventions très différentes : le libéralisme, la démocratie et l'ensemble historiquement contingent d'institutions auquel nous sommes habitués en Amérique du Nord et en Europe occidentale.

La tendance à mélanger les qualités les plus désirables à l'intérieur du concept même de démocratie est encore plus présente chez les philosophes qui prétendent en réserver le terme pour désigner les régimes les plus justes – les sociétés imaginaires qui parviendraient à éradiquer des injustices telles que la pauvreté généralisée ou les inégalités rampantes. Mais même les politologues qui ont consciemment tenté d'élaborer une conception minimale de la démocratie en oublient la distinction fondamentale

entre libéralisme, démocratie et institutions telles que les parlements ou les tribunaux. Si l'on suit le politologue Robert Dahl, par exemple, les « minimalistes procéduraux » définissent la démocratie comme un système présentant :

- des élections libres, équitables et ouvertes ;
- le droit de vote pour tous les adultes ;
- la protection étendue des libertés publiques, dont la liberté d'expression, de presse et d'association ;
- l'absence d'autorités « de tutelle » non élues (par exemple, l'armée, la monarchie ou l'Église) limitant le pouvoir de gouvernement des élus².

La liste de critères de Dahl inclut ainsi la protection des droits et libertés dans la définition même de la démocratie. Elle rend impossible toute interrogation sur la possibilité que la démocratie et le libéralisme puissent un jour entrer en opposition. Par son insistance sur un ensemble historiquement contingent d'institutions, elle rend aussi difficile de se demander si les institutions en question permettent en effet au peuple de gouverner. Partant, cette définition pas-si-minimaliste-que-ça de la démocratie exagère l'importance de nos institutions politiques. Au lieu de les considérer comme les moyens de la démocratie et du libéralisme, elle semble les penser comme des fins en soi³.

C'est pourquoi je préfère recourir à un ensemble bien plus simple de critères impliquant moins de présupposés et permettant de mieux rendre compte du vœu démocratique originel du gouvernement par le peuple. De mon point de vue :

– une *démocratie* est un ensemble d'institutions électorales obligatoires qui traduit dans les faits la volonté populaire en politiques publiques⁴ ;

– les institutions *libérales* protègent dans les faits l'État de droit et garantissent les libertés individuelles telles que la liberté d'expression, de croyance, de presse et d'association pour tous les citoyens (y compris les minorités ethniques et religieuses) ;

– une *démocratie libérale* n'est qu'un système politique à la fois libéral et démocratique – qui protège les libertés individuelles et traduit la volonté populaire en politiques publiques.

Cela permet de nous apercevoir que les démocraties libérales peuvent être perverties de deux manières. Les démocraties peuvent être antilibérales. Cela risque surtout de devenir le cas lorsque la plus grande partie du peuple privilégie la subordination des institutions indépendantes aux caprices du pouvoir exécutif ou la limitation des droits des minorités qui lui déplaisent. Inversement, les régimes libéraux peuvent être antidémocratiques malgré des élections régulières et ouvertes. Ici, les chances que cela se produise sont le plus grandes lorsque le système politique penche tellement vers le profit des élites que les élections ne servent plus que rarement à traduire la volonté du peuple en politique publique.

Je crains que ce soit précisément ce qui s'est produit dans de nombreuses parties du globe ces dernières décennies. Je soutiens que le libéralisme et la démocratie ont été accolés l'un à l'autre par la grâce d'un ensemble contingent de conditions technologiques, économiques et

culturelles. Aujourd'hui, cet accolement s'affaiblit de plus en plus vite. De sorte que la démocratie est en train de s'effondrer. À sa place, deux nouvelles formes de régimes ont émergé : la démocratie antilibérale, ou démocratie sans liberté, et le libéralisme antidémocratique, ou les libertés sans la démocratie. Quand l'histoire du ^{xxi}^e siècle sera écrite, la décomposition de la démocratie libérale en ses deux composantes tiendra sans nul doute le premier rôle.

La démocratie sans la liberté

Tout au long de l'automne 1989, les citoyens du « paradis des travailleurs » d'Allemagne de l'Est descendirent chaque lundi soir dans les rues de Dresde et Leipzig pour protester contre le régime communiste. Leur slogan principal présentait un mélange de dignité et d'espoir : « *Wir sind das Volk* », scandait la foule. « Nous [et non la police secrète ou les élites du Parti] sommes le peuple¹. »

Depuis 2015, les habitants de Dresde et Leipzig sont redescendus dans la rue. Alors que la colère suscitée par l'arrivée en Allemagne de centaines de milliers de réfugiés au cours de cette année-là avait atteint un niveau presque hystérique, un mouvement qui s'était baptisé, avec un certain sens de la grandiloquence, « Patriotes européens contre l'islamisation de l'Occident » (ou Pegida) multiplia les manifestations contre Angela Merkel et la politique de son gouvernement².

En choisissant de se rassembler chaque lundi soir dans le centre des mêmes villes, Pegida s'était approprié sans vergogne l'héritage de la résistance populaire au communisme. Ceux qui s'opposaient à Merkel aujourd'hui, voulaient-ils dire, étaient les héritiers légitimes du peuple qui s'était élevé contre le régime communiste un quart de

siècle auparavant. De sorte que lorsque j'allai observer les milliers de citoyens en colère qui défilèrent au cœur de Dresde, l'atmosphère ouvertement contre-révolutionnaire qui y flottait n'aurait pas dû me surprendre. Pourtant, ce fut le cas.

La haine de la *Lügenpresse*, la « presse menteuse », étant au cœur de l'idéologie du mouvement, la plupart des manifestants refusèrent de me parler. Lorsque je tentai de prendre des photos, je fus repoussé sans un mot. « Je suis ici parce que je n'ai pas de famille, me raconta un producteur de la télévision locale qui avait positionné sa caméra à distance de la foule. Les collègues qui ont des enfants refusent de couvrir les manifestations. Le risque d'être tabassé est trop grand. »

Malgré cela, les thèmes essentiels de Pegida – la haine des réfugiés, la méfiance à l'égard des États-Unis et l'insistance sur la pureté ethnique du peuple allemand – s'étaient partout. Très peu de manifestants agitaient le drapeau noir-rouge-jaune de la République fédérale, dont le design tricolore évoque les valeurs universalistes de la Révolution française. À la place, la plupart préféraient le soi-disant drapeau de Wirmer, une croix noire sur fond rouge, qui est devenu populaire dans les cercles d'extrême droite, où il est perçu comme le symbole des racines nordiques et de la tradition chrétienne du pays.

Si l'iconographie de la résistance manquait de subtilité, elle se rattrapait dans la variété : dans la foule, j'ai repéré des bannières russes (« Poutine, c'est le peuple d'abord »), confédérées (« c'étaient eux les vrais rebelles ») et même un drapeau japonais isolé.

Ce dernier m'a rendu perplexe. Je n'étais pas surpris de constater que des manifestants affirment leur admiration pour le régime autocratique de Poutine ou le traitement sévère des minorités en Russie. Je pouvais comprendre les raisons pour lesquelles ceux qui haïssaient les États-Unis et craignaient la diversité ethnique pouvaient s'identifier à des sudistes. Mais qu'est-ce que le Japon avait à voir dans tout ça ?

Je me suis approché un peu inquiet de l'homme qui portait le drapeau, mais il fut visiblement ravi d'avoir l'occasion d'expliquer son raisonnement. Le Japon, m'expliqua-t-il, est confronté au même problème que l'Allemagne : une population déclinante. L'Allemagne a autorisé la venue de nombreux immigrés dans l'espoir qu'ils comblent le déficit de main-d'œuvre et le trou de la Sécurité sociale. Mais cela a été une erreur capitale. Les Japonais, qui sont restés fermes dans leur refus d'ouvrir leurs portes aux nouveaux venus, sont beaucoup plus sages : « Il vaut mieux laisser sa population diminuer plutôt que laisser des étrangers entrer », m'expliqua-t-il.

Les autres pancartes racontaient la même histoire. Une déclarait que Merkel et les membres du gouvernement étaient des « ennemis du peuple allemand [menant] une guerre d'annihilation contre nous !!! » « Hey, Yankee, disait un autre, casse-toi d'ici et embarque tes marionnettes avec toi ». Une troisième semblait familière à première vue, parce qu'elle faisait référence aux drapeaux « BIENVENUE AUX RÉFUGIÉS » qu'on pouvait voir partout quelques mois auparavant, lorsque les volontaires allemands

accueillait les migrants qui débarquaient dans toutes les gares du pays. Elle représentait un chevalier sur sa monture, utilisant sa lance pour repousser un couple de terroristes qui brandissaient des kalachnikovs, l'homme vêtu d'une robe traditionnelle et la femme couverte d'un niqab. « LES ISLAMISTES NE SONT PAS LES BIENVENUS, était-il inscrit en majuscules, RESTEZ OÙ VOUS ÊTES OU ON VOUS Y RENVERRA ». (D'autres pancartes, ornées du même motif, disaient : « ADIEU REFUGIÉS-VIOLEURS », ou, plus simplement, « TIRE-TOI MAHOMET ».)

Ce festival de haine était une vraie attraction. Le cœur émotionnel de la manifestation – son message fondamental, son insidieux refrain – était la répétition d'un slogan qui n'avait pas changé en un quart de siècle. « *Wir sind das Volk* », scandait la foule, encore et encore, chaque nouvelle fois plus agressive que la précédente. Nous – et non les étrangers qui envahissent l'Allemagne ou les politiciens en cheville avec eux – sommes le peuple³.

Dans les mois qui ont suivi ces manifestations, alors que les populistes autoritaires se trouvaient sous les feux de la rampe en Europe et que les États-Unis élisaient Donald Trump, je n'ai pas cessé de repenser à ce que j'avais vécu durant cette nuit glaçante. L'intensité furieuse qui alimentait ce mouvement avait été si visible dans les rues de Dresde que je ne pouvais éviter d'interpréter les événements de 2016 et 2017 à la lumière de ce que j'avais vu là-bas : la haine des immigrés et des minorités ethniques ; la défiance à l'égard des médias et la multiplication des *fake news* ; le sentiment que la minorité silencieuse avait

enfin trouvé sa voix ; et, sans doute davantage que tout le reste, le désir que quelqu'un s'exprime au nom du peuple⁴.

L'ascension rapide de dirigeants musclés prétendant être les seuls à incarner la volonté populaire est un fait remarquable du point de vue historique. Comme l'ont observé les politologues Seymour Martin Lipset et Stein Rokkan, la structure de parti de la plupart des pays d'Europe de l'Ouest et d'Amérique du Nord avait semblé « gelée » pendant la plus grande partie de la période d'après-guerre⁵. Durant les dernières décennies du xx^e siècle, les formations politiques principales représentées dans les parlements de Berne, Copenhague, Helsinki, Ottawa, Paris, Stockholm ou Washington changèrent à peine. Quand bien même leur importance respective se modifiait d'élection en élection, permettant au centre gauche de l'emporter lorsque le centre droit avait été au pouvoir pour un moment, et vice versa, la forme fondamentale de la structure partitocratique était demeurée remarquablement stable⁶.

Et puis, au cours des vingt dernières années, le système des partis s'est « dégelé ». Dans un pays après l'autre, des formations politiques jusque-là marginales voire inexistantes se sont affirmées comme des acteurs permanents de la scène politique⁷.

La première démocratie majeure à avoir fait l'expérience de ce processus a été l'Italie. Au début des années 1990, un immense scandale de corruption pulvérisa le système politique. Les partis qui avaient dominé la vie publique italienne depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale explosèrent ou s'évanouirent dans

un abîme électoral. Le premier à exploiter ce vide fut Silvio Berlusconi, un homme d'affaires qui avait lui-même fait face à des accusations de corruption lorsqu'il était entré en politique. Sur la base de la promesse de nettoyer le système et de rendre à nouveau le pays riche, Berlusconi remporta la victoire. Dans les années qui suivirent, l'énergie de son gouvernement fut dilapidée pour régler les conséquences de la suite incessante de gaffes qu'il commit – et pour lui éviter la prison. Pourtant, il en arriva à dominer la politique du pays tout au long du quart de siècle qui suivit⁸.

À l'époque, l'Italie faisait figure d'aberration. Le temps passant, quand des inconnus se mirent à accéder au pouvoir et à étendre leur influence sur toute l'Europe, il apparut en toute clarté qu'il n'en était rien.

En Grèce, le Mouvement socialiste panhellénique (Pasok), le plus grand parti de centre gauche, et Démocratie nouvelle, son homologue de centre droit, remportaient d'ordinaire à peu près 80 % des suffrages à eux deux ; mais en janvier 2015, la Coalition de la gauche radicale, ou Syriza, propulsa son président, Alexis Tsipras, au pouvoir, après avoir remporté une majorité inattendue⁹. En Espagne, Pablo Iglesias, un jeune maître de conférences en science politique de l'université Complutense de Madrid, qui y donnait entre autres un cours intitulé « Cinéma, identités politiques et hégémonie », fonda un mouvement de contestation à la suite de la crise financière de 2008 ; lors des élections de 2015, Podemos recueillit 21 % des suffrages, devenant ainsi le troisième plus grand parti du pays¹⁰. Même en Italie, une

nouvelle génération de populistes réitéra l'exploit de la précédente : Beppe Grillo, un acteur populaire, lança le Mouvement cinq étoiles, en 2009 ; au moment où j'écris ces lignes, celui-ci devance tous les autres partis dans les sondages¹¹.

L'ascension de l'extrême droite a été encore plus impressionnante que celle de partis d'extrême gauche comme Syriza ou Podemos. En Suède, le Parti social-démocrate avait dominé la politique nationale depuis un peu plus d'un siècle, ne cédant qu'à de rares occasions le gouvernement à une coalition de centre droit dirigée par le Parti modéré ; mais, ces dernières années, les Démocrates suédois, une nouvelle formation aux racines plongeant dans le mouvement néonazi, ont connu une rapide montée en puissance, décrochant la première place dans certains sondages, la deuxième dans d'autres¹². En France, le Front national faisait partie depuis longtemps du système politique. Mais après des décennies passées dans les marges, Jean-Marie Le Pen battit, à la surprise générale, le candidat de centre gauche lors du premier tour de l'élection présidentielle de 2002, se qualifiant ainsi pour le second tour contre le Président Jacques Chirac ; en 2017, sa fille, Marine Le Pen, réitéra cet exploit, multipliant par deux le nombre de voix que son père avait obtenu¹³.

L'Autriche, les Pays-Bas, la Finlande ou l'Allemagne : dans chacun de ces pays, les populistes d'extrême droite ont remporté des succès sans précédent en clamant leur soutien au peuple. De fait, le pourcentage de vote pour les partis populistes européens, de gauche comme de droite, a plus que doublé au cours des dernières décennies¹⁴.

Les conséquences dangereuses de la déconsolidation.....	179
--	-----

DEUXIÈME PARTIE

ORIGINES

1. Les réseaux sociaux.....	197
L'émergence des techno-optimistes	202
La revanche des techno-pessimistes	205
Suturer l'écart	210
2. La stagnation économique	217
La crainte du futur.....	224
3. Identité.....	231
La rébellion contre le pluralisme	237
La géographie du ressentiment.....	242
L'angoisse démographique.....	249
Descendre dans la hiérarchie	256

TROISIÈME PARTIE

REMÈDES

1. Domestiquer le nationalisme.....	279
La résurgence du nationalisme de l'exclusion ...	285
La tentation de l'abandon du nationalisme....	288
Le patriotisme inclusif	298
2. Réparer l'économie.....	309
L'imposition.....	315
Le logement	321
La productivité.....	324
Un État providence moderne.....	328
Un travail sensé.....	332

<i>Table</i>	517
--------------	-----

3. Refonder la religion civique	339
Reconstruire la confiance dans la politique....	343
Élever des citoyens	351
<i>Conclusion. Se battre pour ses convictions.....</i>	363
Crédits	383
Remerciements	389
Notes.....	401